



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Face-aux-politiques-liberales-annoncees-construire-un-mouvement-social-unitaire>

Face aux politiques libérales annoncées, construire un mouvement social unitaire et militant



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le Parti libéral du Québec est au pouvoir à Québec. Philippe Couillard s'apprête à former son conseil des ministres. Il doit être prudent. Il ne veut pas se retrouver avec des ministres sous enquête de l'UPAC. Ceci serait du plus mauvais effet. Ce gouvernement libéral non seulement sera formé par des politicienNEs qui ont sévi durant le gouvernement Charest, mais le premier ministre a fait campagne, non en tournant le dos, mais en assumant l'essentiel de cet héritage : défense du déficit zéro et refus de toute réforme de la fiscalité, désinvestissement dans les services publics, promotion de leur privatisation, Plan Nord...

Politiques libérales annoncées, politiques à confronter

Le mouvement syndical et l'ensemble des mouvements sociaux peuvent s'attendre, surtout en ce début de mandat, à une application à marche forcée des objectifs annoncés par le PLQ durant la campagne électorale. Au centre de ces objectifs, on retrouve le développement de la privatisation tant en santé qu'en éducation.

Le premier ministre Philippe Couillard connaît bien l'attachement des QuébécoisEs aux services publics. Il s'en moque. Pour lui, la solution est dans le privé. Ce n'est pas pour rien qu'il a recruté un défenseur acharné de la privatisation comme Gaétan Barrette dans son équipe et que ce dernier risque de se retrouver au poste de ministre de la santé. Ce n'est là qu'un autre indice de la volonté de ce gouvernement de transformer des secteurs entiers des services de santé en occasion d'affaires.

En éducation, des intentions gouvernementales soulèvent les mêmes défis. Les mobilisations du printemps érable en 2012 avaient posé la nécessité de la gratuité scolaire pour favoriser l'accès aux études supérieures de larges couches de la jeunesse. Le refus de soumettre l'éducation aux impératifs de l'entreprise privée a alors été clairement affirmé. Le gouvernement Marois a non seulement rejeté ces perspectives, mais il a également mis fin au gel des frais de scolarité et introduit leur indexation. Sur ce plan également, on sait ce que prépare le gouvernement Couillard en ce qui concerne l'influence du secteur privé en éducation : le maintien de l'indexation de frais de scolarité, le maintien des frais afférents dans les cégeps, la présence renforcée des entreprises privées sur les conseils d'administration des collèges et des universités, le refus d'un réinvestissement massif en éducation pour répondre aux besoins des élèves en services de soutien...

Les négociations du secteur public, un enjeu syndical et politique majeur

Les négociations dans le secteur public qui vont se dérouler dans les deux premières années du gouvernement Libéral peuvent et doivent être un moment fort d'une mobilisation unitaire pour bloquer l'application des projets gouvernementaux. Si la mise en place d'un Front commun de syndicats du secteur public pour ces négociations est un acquis sur lequel il faut compter, on doit mentionner que déjà, des secteurs syndicaux (La FIQ) n'ont pas rallié un tel front. Mais le principal défi devant un tel front commun est de s'assurer d'un large soutien des autres mouvements sociaux et de l'ensemble de la population.

Cette résistance doit compter sur un travail de délégitimation de ces projets antisociaux du gouvernement auprès de larges couches de la population et la construction d'un soutien actif aux revendications des travailleuses et travailleurs du secteur public.

La construction de ce soutien passe par une campagne unitaire pour un réinvestissement massif dans les services

publics, particulièrement dans le secteur de santé, afin de pouvoir améliorer l'accès aux services de santé et diminuer les délais d'attente tant aux urgences que pour les opérations diverses. Il faudra démontrer que ce n'est pas en multipliant les cliniques privées, comme l'a proposé le chef du Parti libéral du Québec durant la campagne électorale qu'on pourra parvenir à protéger l'accès à ces services.

La construction de ce soutien dans la population se fera également par le ralliement actif et militant de l'ensemble du mouvement syndical, du secteur public comme du secteur privé, à la campagne actuellement menée contre la tarification des services publics.

Les gouvernements libéral et péquiste ont poursuivi une contre-réforme de la fiscalité en multipliant les tarifs des services publics. Maintenant la hausse de ces tarifs fait partie de leurs projets de tous les partis néolibéraux qui siègent à l'Assemblée nationale. En somme, la négociation des travailleuses et des travailleurs du secteur doit s'inscrire dans une mobilisation de l'ensemble de la population contre les politiques d'austérité que le gouvernement Couillard a déjà annoncées sur toutes les tribunes durant les dernières élections.

Pour des États généraux du mouvement syndical et des autres mouvements sociaux

Si on a besoin d'un large débat public, ce débat doit d'abord regrouper les organisations syndicales, et les organisations des autres mouvements sociaux dans des États généraux tant pour établir démocratiquement une plate-forme politique pour la défense des services publics contre les politiques d'austérité que s'apprête à mettre en place le gouvernement, que l'élaboration d'un plan d'action commun seul capable de bloquer les intentions déjà annoncées par le Parti libéral du Québec.

Dans ce contexte, et comme cela a pu se vérifier durant la campagne électorale, Québec solidaire est le seul parti dont les politiques reprennent les revendications des mouvements sociaux ce qui permet de concrétiser une véritable autonomie politique vis-à-vis des partis néolibéraux qui affirment maintenant ouvertement et sans complexe qu'ils sont au service du milieu des affaires.

Des combats importants s'annoncent dans la défense des services publics. C'est en construisant la solidarité la plus large, que nous saurons faire reculer le gouvernement Couillard et l'oligarchie qu'il sert.